

## AKTUELL

POLITIQUE CULTURELLE

# Pas que des héros

Luc Caregari

**La table ronde tant attendue dans le contexte de la sulfureuse exposition des oeuvres de Théo Kerg n'est pas entrée dans le vif de la polémique. Ce qui n'a pas empêché le public de voir l'état d'avancement des débats historiques contemporains.**

Non, ce n'était pas la confrontation qu'anticipait probablement une grande partie du public. Sobrement intitulée « Le milieu culturel luxembourgeois sous l'occupation allemande », la table ronde qui réunissait Michel Polfer, directeur du Musée national d'histoire et d'art (MNHA), qui héberge l'exposition controversée, Paul Dostert, le directeur du Centre de documentation et de recherche sur la Résistance, Catherine Lorent, artiste et auteur d'une thèse de doctorat sur la politique culturelle nazie au grand-duché et enfin Vincent Artuso, auteur d'une thèse sur la collaboration au Luxembourg, faisait salle comble à l'auditoire du Cercle Cité. Alors que beaucoup la voyaient comme une sorte de compensation pour le traitement trop peu critique de la personnalité de Théo Kerg dans la rétrospective du MNHA (voir woxx 1247), il apparaissait dès le début que les organisateurs - mais pas forcément les intervenant-e-s - souhaitaient un débat généralisé, cela aussi pour éviter que le MNHA perde la face.

## Il fallait éviter que le MNHA perde la face.

Et pourtant, Marc Glesener, l'animateur de la soirée, a réussi à lancer quelques belles piques. Notamment contre Paul Dostert, qui, en tant que directeur d'un centre de recherche dépendant uniquement du ministère d'Etat, peut à juste titre être décrit comme le tenant de l'histoire officielle. En voyant son oeuvre confrontée à celle de la nouvelle génération d'historien-ne-s, il se retrouvait un peu à l'écart de la discussion. Discussion qui tournait surtout autour de questions de degré de collaboration et de difficultés à généraliser sur base de biographies personnelles complexes. C'est avant tout Catherine Lorent qui a défendu ce point de vue, répétant à l'envi que ces affaires n'étaient ni noires, ni blanches, mais que tout se situait dans des nuances de gris. Et qu'il fallait différencier non seulement l'appartenance à certaines organisations (comme en occurrence

la Volksdeutsche Bewegung, ou VdB), mais aussi certains comportements à certaines époques. Ainsi, l'appartenance à la VdB était devenue obligatoire à partir de la fin 1940. Le fait d'avoir contribué à des expositions de propagande nazie est également à considérer dans le contexte. Comme l'a remarqué Lorent, il y avait des cas où les autorités allemandes s'emparaient des tableaux à l'insu de l'artiste : ce fut le cas notamment avec l'expressionniste luxembourgeois Joseph Kutter - qui fut d'abord déclaré « entartet », puis réhabilité. Pour Lorent d'ailleurs, la politique culturelle des nazis était tout sauf consé-



quente : les expressionnistes étaient officiellement considérés comme décadents, tandis que certains membres de leur élite en raffolaient - la même chose vaut pour la musique jazz, officiellement interdite, mais très populaire dans les milieux nationaux-socialistes.

Mais c'est finalement Vincent Artuso qui, au détour d'une question posée par le public, a donné en partie au public ce à quoi il s'attendait : une biographie de Théo Kerg. Il en a tiré l'histoire d'un homme sans droiture, qui balançait entre les pouvoirs de son époque. S'il a bien fait partie du VdB avant que ce ne soit obligatoire, et s'il a participé à des voyages culturels organisés par les nazis, il n'a pourtant jamais été « Propagandaleiter » comme certaines sources l'avaient rapporté après la guerre. Et c'est en 1943 que Kerg se détourne définitivement de toute conviction nazie : il démissionne avec fracas (et ce n'était pas sa première tentative), se retire dans l'Oesling et soutient même la Résistance, notamment le « Roude Léiw Lëtzebuerg ». Comme quoi, s'il n'a sûrement pas été un héros, condamner Kerg unilatéralement comme un nazi ordinaire reste une simplification aberrante.

## SHORT NEWS

## Srel : Déi Lénk et ADR exclus

(da) - Déi Lénk et l'ADR resteront exclus de la commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'Etat (Srel). Un texte modifiant la composition de cet organe de contrôle et élaboré par la commission des institutions ainsi que la commission du règlement devra être soumis au vote de la Chambre mardi prochain. Jean-Claude Juncker, président de la désormais seule fraction d'opposition et en grande partie responsable du scandale autour du Srel de l'année passée, ne présidera pas la commission de contrôle. Dorénavant, ce ne seront plus obligatoirement les présidents de fractions parlementaires qui feront partie de la commission, mais des représentants désignés par la fraction ou par le « groupe technique ». Déi Lénk et l'ADR refusant de s'associer au sein d'un tel groupe technique, notamment à cause de la confidentialité qui exigerait que le membre de ce groupe siégeant à la commission ne révèle rien à l'autre parti, ils ne pourront donc pas faire partie de la commission. Pour Serge Urbany, le fait d'exclure les sensibilités politiques viserait spécialement le parti de gauche et serait dû à la position critique envers le service de renseignement maintenue par ce dernier. Après tout, faire partie de l'organe de contrôle signifierait être « inoffensif aux yeux des partis établis », comme le fait remarquer un commentateur sur la page Facebook du député.

## Révélation : le gouvernement dit xiexie !

(lm) - Merci se dit « xiexie » en chinois, mais le message du gouvernement chinois aux journalistes étrangers travaillant sur l'évasion fiscale (woxx 1251) ressemblait plutôt à « Vous faites chier ! ». Partout dans le monde, les révélations sur les personnalités chinoises du monde politique et des affaires qui ont fait monter des sociétés aux Iles vierges et ailleurs ont été accueillies avec intérêt. Mais dans l'empire du Milieu, le gouvernement a préféré la politique de l'autruche, allant jusqu'à bloquer temporairement les deux tiers de l'Internet chinois, comme le raconte le correspondant étranger Felix Lee sur son blog. Pékin aurait donné des instructions pour effacer le rapport du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) ainsi que les commentaires et images qui s'y rapportent. Cela pose un défi à la capacité de censure en ligne du gouvernement, mais aussi à sa crédibilité en matière de lutte contre la corruption, pièce maîtresse du programme du nouveau président Xi Jinping. Non content de bloquer les sites des grands journaux de plusieurs pays associés à l'ICIJ, Pékin a également refusé le visa d'un important correspondant du New York Times. Dans un article consacré à l'attitude de la Chine envers la presse étrangère, l'hebdomadaire The New Yorker estime que cela risquerait de renforcer les adeptes d'une politique anti-chinoise aux Etats-Unis.

## La bête brune se réveille

(lc) - Ce n'est pas encore le printemps, mais on ne peut pas prétendre que les milieux d'extrême-droite locaux seraient en train d'hiberner. En effet, une page Facebook de « défense des Luxembourgeois » aux contenus équivoques a fait son apparition la semaine dernière et a connu une popularité spectaculaire. Il semble pourtant que ce succès ait fait peur aux administrateurs de la première heure : l'un d'eux vient de quitter la page, non sans avoir menacé un blogueur de gauche d'une plainte. La réponse de la société civile à tant de connerie ne s'est pas fait attendre et la page à l'humour potache « Eng Mandarin » s'est transformée en véritable hype, attirant plus de 11.000 clics en quelques jours. Dans la foulée, les Jeunesses socialistes se sont fendu d'un communiqué de presse évoquant la haine sur la toile. Mais nonobstant cette réponse citoyenne remarquable - même s'il faut se demander, concernant les deux pages, d'où viennent ces milliers de clics - une mauvaise nouvelle ne vient jamais seule. C'est le député ADR ultra-catholique Fernand Kartheiser qui l'a annoncée jeudi matin sur son blog : ce dimanche, vers 15h sur la Kinnekswiss, le Luxembourg connaîtra, dans le cadre d'une journée de mobilisation européenne, sa première « Manif pour tous » - pour tous les homophobes opposés au mariage homosexuel bien entendu.